



POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI TRAVAIL TOUS ET TOUTES EN GRÈVE ET DANS LA RUE LE 31 MARS

Après la forte mobilisation du 9 mars qui a rassemblé près de 500 000 manifestants, jeunes, salariés, privés d'emploi, retraités, le mouvement s'est ancré dans la jeunesse lors des nouvelles journées nationales de mobilisation des 17 et 24 mars. De plus en plus de lycées sont touchés par la mobilisation, tout comme beaucoup d'universités et les étudiants ont réuni une coordination nationale de leur mouvement le week-end dernier. La preuve, s'il en fallait encore, que malgré tout ce que peut raconter le gouvernement, malgré les tentatives multiples de répression du mouvement (violences policières, arrestations de manifestants, fermetures de certaines universités), la loi El Khomri sur le travail continue de semer la colère dans la jeunesse et le monde du travail. Comme le crient les jeunes dans les manifs, cette loi doit finir à la poubelle !

Beaucoup de bruit pour moins que rien

Le gouvernement veut faire croire qu'il n'est en rien impressionné par la contestation qui monte de semaine en semaine. Pourtant il a été obligé d'annoncer une prétendue nouvelle version du projet de loi. Mais pratiquement rien de fondamental n'a été modifié. Concernant les indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, le plafonnement ne sera plus obligatoire mais « indicatif ». Le contrôle des licenciements économiques passerait par les juges qui n'auront en pratique ni le temps ni la volonté de s'opposer aux patrons. La mise en œuvre des forfaits-jours dans les PME et des astreintes ne pourrait pas être décidée unilatéralement par les patrons mais pourront être imposées par accords d'entreprises. Valls a prétendu mettre en place une taxation des CDD, mais en réalité, elle dépend de la négociation entre partenaires sociaux dans le cadre de l'assurance-chômage. Et si le gouvernement voulait aussi désamorcer le mécontentement des fonctionnaires avec une dérisoire augmentation de 1,2%, il n'a fait en réalité que l'accentuer.

Berger, nous ne sommes pas des moutons

Ces miettes semblent satisfaire le secrétaire général de la CFDT et de la pseudo organisation étudiante, de droite, la FAGE. C'était l'objectif du gouvernement qui cherche avant tout à briser l'élan de la mobilisation entamée le 9 mars. Ces pseudos reculs ne changent rien. En effet, le cœur de la Loi travail n'est en aucune manière attaqué. Le renversement de la hiérarchie des normes reste l'objectif fondamental du gouvernement. Ce renversement mettrait les droits fondamentaux des salariéEs sous la menace d'accords d'entreprise obtenus par le chantage à l'emploi et des tractations avec des syndicats qui se coulent dans le moule du libéralisme.

Tous ensemble, imposer le retrait du texte

Tous les salariéEs, la jeunesse sont concernéEs par cette attaque. La loi travail vise d'abord ceux et celles du privé mais les mêmes projets sont à l'œuvre à l'hôpital (loi Touraine), à la SNCF (casse du statut suite à la réforme ferroviaire). Cette régression accompagne l'austérité appliquée à toute la Fonction publique, au travers du PPCR et les attaques contre les droits des chômeurs/euses. Ce projet de loi ne ferait pas reculer le chômage, il permettrait au contraire de faciliter les licenciements.

Pour bloquer ces projets, ces reculs, pour obtenir le retrait du projet de Loi travail, nous devons construire un rapport de forces à la hauteur de l'attaque. Le prochain rendez-vous fixé par les organisations syndicales, les organisations de jeunesse est le jeudi 31 mars. Il faut d'ores et déjà préparer cette grande journée de grève dont il faut faire une journée de grève générale avec la perspective de continuer aussi le lendemain !

Mettons à profit chaque occasion pour convaincre autour de nous que c'est seulement en bloquant l'économie, par un mouvement de grève prolongée, que nous ferons reculer le gouvernement.

Pour prendre contact :

npa, 2 rue du porteau
25000 Besançon
ou
cbnpa25@gmail.com

www.npa2009.org
www.npafranchecomte.org

La loi travail, un mauvais coup de plus pour l'égalité femme-homme

Avec le projet de loi El Khomri ce sont les accords d'entreprises qui seront prédominants part rapport à la loi, même si les garanties pour les salariéEs sont plus faibles : c'est « l'inversion de la hiérarchie des normes ». Ce principe est fondamentalement nuisible à la lutte pour l'égalité professionnelle, qui n'a avancé qu'imposée par la pression des luttes féministes.

La loi aujourd'hui, qui normalement doit garantir l'égalité professionnelle n'est déjà pas respectée, les sanctions trop faibles et les femmes continuent de gagner en moyenne 25 % de moins que les hommes... La nouvelle loi aggravera encore la situation.

Les femmes sont plus nombreuses dans les TPE/PME, où il y a moins d'implantation syndicale, et donc les négociations sont plus désavantageuses pour les salariéEs.

Les métiers dit « féminins », par exemple de l'aide à la personne ou de la grande distribution sont d'ors et déjà les plus touchés par la précarité et la flexibilité.

La précarisation, les amplitudes horaires maximum, l'augmentation du temps de travail et la baisse du délai de prévenance en cas de changement d'horaires permis par la loi, pénaliseront donc prioritairement les femmes.

Du fait des inégalités dans l'accomplissement des tâches ménagères et familiales qui reposent, là aussi largement sur les femmes, ce projet de loi faciliterait les licenciements de celles et ceux qui ne pourraient pas s'adapter à la flexibilité imposée...

Une fois de plus le gouvernement renforce les inégalités, précarise, exclus de l'accès à l'emploi les plus fragiles.

MANIFESTATION À BESANÇON JEUDI 31 MARS À 11H, ESPLANADE DES DROITS DE L'HOMME



déclaration de nos camarades belges de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR-SAP)

Attentats à Bruxelles : Solidarité avec les victimes, vigilance démocratique

La LCR-SAP dénonce avec la plus grande énergie les lâches attentats terroristes perpétrés ce 22 mars à Bruxelles. Aucune motivation politique ou religieuse ne peut servir de prétexte à ces crimes ignobles. La LCR-SAP exprime son soutien et sa solidarité émue avec toutes les victimes innocentes de cette violence aveugle.

La LCR-SAP appelle aussi à la plus grande vigilance démocratique face à la nouvelle poussée sécuritaire, guerrière, raciste et islamophobe que ces terribles événements risquent de susciter en Belgique et au-delà dans la classe politique et les grands médias. Quelques jours à peine après les cris de triomphe des autorités consécutifs à l'arrestation de Salah Abdeslam, après l'accord européen de la honte refoulant les réfugiés, après un nouvel attentat meurtrier à Istanbul et un bombardement russe sur Raqqa en Syrie, qui a fait des dizaines de morts parmi les civils, nous constatons une fois de plus qu'on ne combat pas la terreur en bombardant le peuple

syrien, en soutenant des régimes dictatoriaux, en mettant l'armée dans les rues, en stigmatisant une communauté (avec des mesures racistes comme la déchéance de nationalité), en jetant les réfugiés à la mer et en limitant les libertés démocratiques. Que du contraire, ces politiques de terreur ne font qu'alimenter les organisations terroristes et remplissent parfaitement leur objectif qui est de renforcer la haine sectaire et d'asphyxier la société.

Nous réitérons notre conviction que rien ne nous mettra à l'abri tant que notre société sera fondée sur l'injustice, la violence et l'exclusion, à l'intérieur comme à l'extérieur. En ces heures tragiques, la LCR entend honorer les victimes en plaidant pour un changement de cap radical vers une politique sociale généreuse, basée sur la solidarité, les libertés démocratiques et la lutte contre les inégalités, chez nous et dans le monde. C'est par la vie que l'on combat une politique de mort.